

# Procès-verbal

## **284<sup>e</sup> réunion du Comité de direction de l'ACPPU**

**27 et 28 septembre 2024**

Hilton Garden Inn

361, rue Queen, Ottawa, Ontario

(Mis à jour le 27 novembre 2024)

### **Sont présents :**

#### **Membres du Comité de direction**

Peter McInnis, président (ST.FXAUT), président d'assemblée

Robin Whitaker, vice-présidente (MUNFA)

Brenda Austin-Smith, présidente sortante (UMFA)

Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)

Michael Arfken, président, Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi (UPEIFA)

Michael Shaw, président, Comité de la négociation collective et de l'organisation (UMFA)

Fabienne Cyrius, coprésidente, Comité de l'équité (APTPUC)

Susan Spronk, coprésidente, Comité de l'équité (APUO)

Jennifer Dekker, présidente, Comité des bibliothécaires et des archivistes (APUO)

Nick Papatheodorakos, président, Comité du personnel académique contractuel (CUPFA)

David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)

Patrick Noël, représentant ordinaire (Francophone) (APPUSB)

Chantale Jeanrie, représentante ordinaire (Québec) (SPUL)

Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)

Claudia Steinke, représentante ordinaire (Général) (ULFA)

David Robinson, directeur général

#### **Personnel de l'ACPPU**

Tony Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations

Isaac Cockburn, conseiller politique du directeur général

Justine De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications

Sarah Godwin, directrice des services des relations du travail et avocate principale

Margaret McGovern-Poté, cheffe des services exécutifs

## **Remarques préliminaires et reconnaissance du territoire**

Le président souhaite la bienvenue aux membres présents à la 284<sup>e</sup> réunion du Comité de direction de l'ACPPU. Il fait observer que la présente réunion se tient sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin Anishnaabeg.

### **01. Adoption de l'ordre du jour**

**CYRIUS/WHITAKER : QUE** l'ordre du jour soit adopté en l'état.

**ADOPTÉE**

### **02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction**

A. Réunion des 20, 21 et 22 juin 2024

**DEKKER/JEANRIE : QUE** le procès-verbal de la réunion susmentionnée du Comité de direction soit approuvé en l'état.

**ADOPTÉE**

### **03. Suivi des réunions précédentes**

A. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

### **04. Rapport du président**

Le président rend compte des activités auxquelles il a pris part depuis la réunion du Comité de direction tenue en juin. Il part de sa participation aux réunions des comités permanents tenues les 23 et 24 août à Ottawa. Il souligne que l'ACPPU a travaillé à la redynamisation de son programme de « formation des formateurs ». Une séance de formation a été organisée le 22 août, avant les réunions des comités, en vue de permettre aux formatrices et formateurs volontaires de se familiariser avec les nouveaux modules de cours en ligne. L'objectif est de continuer à identifier des formatrices et formateurs supplémentaires à ajouter à l'équipe de formation.

Il fait le point sur les activités de grève de l'Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD) depuis le mois de juin et indique que l'AMPD en est à sa 15<sup>e</sup> semaine de grève. L'ACPPU continue de déléguer des membres pour soutenir les piquets volants et routiers de la Caisse de défense sur les

lignes de piquetage de l'AMPD. Il remercie les membres du Comité de direction qui ont participé aux piquets de grève.

## 05. Rapport du directeur général

### A. Liberté académique

#### 1) Sujets de préoccupation

##### a) Sécurité de la recherche

Le directeur général rend compte de la mise en œuvre des lignes directrices du gouvernement fédéral en matière de sécurité de la recherche.

##### b) Rapport spécial sur la liberté académique

Le directeur général indique que le premier projet du rapport a été envoyé au comité de révision pour examen et commentaires.

#### 2) Dossiers

##### a) Collège Langara (Knight)

Le directeur général fait le point sur le congédiement de la professeure Natalie Knight au Collège Langara.

##### b) Saskatchewan

Le directeur général rend compte d'une affaire à l'Université de la Saskatchewan concernant la liberté académique extra-muros.

##### c) Campements et manifestations d'étudiantes et d'étudiants

Le directeur général fait état de la situation des campements et des manifestations d'étudiantes et d'étudiants sur les campus en lien avec le conflit israélo-palestinien.

#### 1. Université de Toronto

Le directeur général rend compte de la décision de la Cour supérieure de l'Ontario dans l'affaire *Governing Council of the University of Toronto v. Doe et al*, dans laquelle l'ACPPU est intervenue.

La Cour n'a trouvé aucune preuve que les manifestants se soient livrés à des discours de haine, à des violences ou à de l'antisémitisme, comme le prétendait l'université. Toutefois, le jugement a confirmé la requête de l'université sur la base du droit de propriété – les manifestantes et manifestants n'avaient aucun droit légal d'occuper la propriété de l'université.

## 2. Université du Nouveau-Brunswick

Le directeur général fait rapport sur le cas d'un professeur de l'Université du Nouveau-Brunswick qui a reçu un avis d'intrusion pour avoir participé à un campement et qui s'est vu interdire l'accès au campus Saint-John pendant sept jours. La *Loi sur les actes d'intrusion* de la province du Nouveau-Brunswick prévoit une exemption pour certaines propriétés (y compris les universités et les collèges) si une personne : a) participe à une manifestation publique pacifique ou b) fait quoi que ce soit relativement à un lock-out ou à une grève. L'Association des enseignant.e.s de l'Université du Nouveau-Brunswick (AUNBT) a déposé un grief qui est parvenu à une issue positive.

## 3. Université de Windsor

Le directeur général fait état d'un accord entre l'Université de Windsor et la University of Windsor Students' Association. Il souligne que des politiciens fédéraux et provinciaux ont fait pression sur l'université pour qu'elle annule l'accord.

## 4. Université Western

Le directeur général signale que l'Université Western a proposé une nouvelle politique sur les manifestations qui nécessiteraient une autorisation préalable. Les manifestations sont définies au sens large comme « un rassemblement public d'une personne ou d'un groupe de personnes pour exprimer un sentiment par des moyens explicites, y compris, mais sans s'y limiter, le piquetage, la marche, le port de pancartes, la distribution de documents écrits et d'autres activités connexes, généralement en faveur d'une action ou d'une opinion ou pour s'y opposer ».

L'association du personnel académique a réussi à s'opposer à la politique, qui a été retirée.

d) Université de la Colombie-Britannique/Université de Guelph

Le directeur général fait état d'affaires à l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) et à l'Université de Guelph concernant des professeures et professeurs ayant fait l'objet d'une enquête en raison de leurs publications sur les médias sociaux. Karen Pinder, professeure à la UBC, a été mise en congé dans l'attente d'une enquête sur les publications qu'elle a diffusées sur les médias sociaux au sujet de la tentative d'assassinat de l'ancien président américain Donald Trump.

e) Dalhousie

Le directeur général fait état d'une demande d'accès à l'information concernant les dossiers personnels de membres du personnel académique de Dalhousie relatifs à « Gaza », « Israël », « la Palestine » et « l'Armée de défense d'Israël (IDF) ». Le responsable de la protection de la vie privée de l'administration insiste sur le fait que les documents sont sous la garde et le contrôle de l'université et qu'ils doivent être produits.

B. Service d'arbitrage

1) Bishop's (Stonebanks)

Le directeur général fait le point sur l'affaire concernant le congédiement du professeur Christopher Darius Stonebanks à l'Université Bishop's.

2) Université d'Ottawa

Le directeur général indique que l'ACPPU agit à titre de co-conseiller dans une affaire de prétendue discrimination systémique à l'Institut de recherche et d'études autochtones (IRÉA) à l'Université d'Ottawa.

C. Décisions judiciaires et sentences arbitrales

1) Guelph v. University of Guelph Faculty Association, 2024

Le directeur général rend compte de la décision judiciaire *Guelph v. University of Guelph Faculty Association, 2024* qui concernait l'objection préliminaire soulevée dans un rapport d'expertise sur la gouvernance collégiale. L'objection a été confirmée au motif que les arbitres en droit du travail sont « très au fait des questions relatives à la gouvernance collégiale et à son interaction avec la liberté académique ».

2) *Toronto Metropolitan University v. Toronto Metropolitan University Faculty Association, 2024*

Le directeur général rend compte de la décision arbitrale *Toronto Metropolitan v. Toronto Metropolitan University Faculty Association, 2024*, rendue à la suite d'une impasse dans les négociations collectives. En ce qui concerne la liberté académique, l'arbitre a déterminé que « l'on ne peut pas examiner objectivement la définition de la liberté académique convenue par les parties dans la convention collective, et puis conclure qu'elle s'applique aux conseillers professionnels lorsqu'ils s'adonnent aux multiples activités de leur pratique professionnelle ».

## 06. Questions relatives aux membres

### A. Sherbrooke

Le directeur général annonce que l'Association des professeurs et professeures de l'Université de Sherbrooke (APPUS) a demandé à adhérer à l'ACPPU. Sa candidature sera examinée lors de l'assemblée d'automne du Conseil.

### B. Ottawa (Temps partiel)

Le directeur général indique que l'Association des professeures et professeurs à temps partiel de l'Université d'Ottawa (APTPUO) présentera une motion d'adhésion à l'ACPPU à sa prochaine assemblée générale des membres, en novembre.

### C. Memorial

Le directeur général indique que la Memorial University of Newfoundland Faculty Association (MUNFA) a demandé l'aide de l'ACPPU pour entreprendre un examen de la gouvernance et des opérations.

### D. Calgary

Le directeur général fait état de l'aide que l'ACPPU apporte à la Faculty Association of the University of Calgary (TUCFA).

E. Simon Fraser

Le directeur général indique que la Simon Fraser University Faculty Association (SFUFA) est poursuivie par un groupe de membres en raison d'une motion adoptée par les membres sur le conflit israélo-palestinien. L'ACPPU fournit conseils et assistance juridiques.

F. Prix Lee-Lorch

B. Austin-Smith, présidente sortante, indique que le jury n'a aucun candidat à recommander.

## **07. Rapport sur les relations de travail et les services juridiques**

A. Négociation collective

1) Règlements récents

S. Godwin, directrice des services des relations de travail et avocate principale, donne un aperçu des conventions collectives conclues par les associations membres depuis avril 2024, ainsi que des tendances actuelles en matière de négociation collective. Elle souligne le soutien apporté à l'Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD) pendant la grève en cours.

Elle signale que l'équipe continue d'organiser les séances de vérification de la mise à jour sur la négociation collective nationale de l'ACPPU, qui ont lieu toutes les deux semaines et qui sont organisées par le président du Comité de la négociation collective et de l'organisation.

B. Services juridiques

1) Actualité juridique

S. Godwin rend compte du cas de licenciement de Frances Widdowson à l'Université Mount Royal. La décision arbitrale, rendue le 2 juillet 2024, constate que M<sup>me</sup> Widdowson a été suspendue et licenciée à tort, mais conclut que la relation d'emploi n'est plus viable. Des dommages-intérêts, au lieu d'une réintégration, doivent être accordés.

S. Godwin rend compte du cas de Christopher Darius Stonebanks à l'Université Bishops. Le professeur titulaire Stonebanks a été licencié le 16 novembre 2021 pour avoir prétendument dénoncé avec trop de véhémence le racisme au sein de l'université.

#### C. Recherche

S. Godwin indique que le personnel de recherche de l'ACPPU apporte son soutien à la préparation d'une enquête sur les expériences du personnel académique autochtone dans les établissements d'enseignement postsecondaire, qui sera lancée au début du mois d'octobre. Les résultats de l'enquête de 2023 sur les salaires des bibliothécaires et des archivistes (ESBA) devraient être publiés dans les semaines à venir.

### **08. Rapport sur les actions politiques et les communications**

#### A. Actions politiques

##### 1) Budget fédéral de 2025

J. De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications, signale que l'ACPPU a soumis au gouvernement fédéral un mémoire dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2025. Le mémoire de l'ACPPU s'articule autour de cinq domaines d'action : abordabilité – augmentation des bourses par rapport aux prêts; qualité – stratégie nationale d'éducation postsecondaire; réconciliation – 650 millions de dollars pour combler le fossé en matière de réussite scolaire postsecondaire et de soutien à l'éducation postsecondaire autochtone par l'entremise du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire; transparence – financement pour améliorer la collecte de données; recherche – mettre l'accent sur la recherche indépendante et menée par des chercheuses et des chercheurs.

##### 2) Élections fédérales

Robin Steudel, directrice de la création et partenaire de *Metric Strategies*, s'est jointe à la réunion pour donner un aperçu de la campagne électorale proposée par l'ACPPU. L'objectif est de lancer la campagne à la fin de novembre.

### 3) Restructuration des trois Conseils

J. De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications, indique que l'ACPPU a fait part de ses préoccupations concernant le projet de nouvel organisme cadre de recherche. Les préoccupations exprimées portent notamment sur le fait de savoir si le nouvel organisme détournera l'accent de la recherche dirigée par les chercheuses et chercheurs, s'il continuera à mettre à l'écart les disciplines des sciences sociales et humaines et s'il affaiblira le processus indépendant d'évaluation par les pairs.

### 4) *Loi sur l'équité en matière d'emploi*

J. De Jaegher présente la réponse de l'ACPPU aux recommandations du groupe de travail sur les mises à jour de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

## B. Programme de formation de l'ACPPU

### 1) Calendrier d'automne

J. De Jaegher présente le calendrier de formation de l'ACPPU pour l'automne et l'hiver.

### 2) Programme de formation des formatrices et formateurs

J. De Jaegher signale qu'une séance de « formation des formatrices et formateurs » a eu lieu au bureau de l'ACPPU le 22 août. Les objectifs de ce programme sont de permettre aux membres d'apprendre des autres membres; de fournir aux membres un soutien accru après les cours; de soutenir les possibilités de renforcement de l'esprit d'équipe en personne, animées par des membres qui connaissent la région; de soutenir et d'encourager la formation au niveau de l'association, où les dirigeantes et dirigeants peuvent offrir à leurs membres une formation sur le terrain.

La directrice indique qu'au fur et à mesure de la mise en œuvre de ce programme, nous devons renforcer le recrutement de nouvelles formatrices et de nouveaux formateurs afin d'assurer une représentation régionale et une couverture linguistique complète.

Le directeur général recommande que, compte tenu de l'incertitude politique liée à la possibilité d'élections anticipées et de la difficulté

d'organiser des réunions à la fin de la semaine de travail, la journée annuelle de l'ACPPU sur la Colline du Parlement soit annulée cette année et remplacée par une semaine de travail dans les circonscriptions au début de la nouvelle année.

### C. Campagnes et organisation

#### 1) Semaine de l'équité d'emploi

J. De Jaegher fait le point sur les préparatifs de la Semaine de l'équité d'emploi, qui se déroulera du 21 au 25 octobre.

### D. Rapport sur les publications

I. Cockburn fait le point sur l'augmentation du nombre d'abonnées et d'abonnés au *Défenseur de l'ACPPU* et sur les résultats obtenus depuis janvier, en notant une augmentation du nombre d'abonnés francophones.

#### 1) *Bulletin de l'ACPPU*

J. De Jaegher fait le point sur le *Bulletin de l'ACPPU*.

#### 2) *Journal de l'ACPPU*

La vice-présidente fait le point sur les activités du *Journal de l'ACPPU*. Elle parle d'un numéro spécial à venir, intitulé *Le militantisme syndical des travailleurs de l'information de l'enseignement postsecondaire*, dirigé par Jennifer Dekker (Université d'Ottawa).

Les propositions soumises au *Journal* ont fait l'objet d'un examen par les pairs et elles sont en cours de finalisation. Elles devraient être publiées en novembre. La vice-présidente fait le point sur un numéro spécial du *Journal*, intitulé *Faire de l'équité une question de justice en matière d'emploi : Succès, faux pas et échecs*, qui sera dirigé par la professeure Alison Hearn (Université Western) et le professeur Momin Rahman (Université Trent). Ce numéro devrait être achevé cet hiver. Parmi les prochaines publications à l'étude, mentionnons un numéro spécial consacré à la débâcle de la Laurentienne; les documents de la Conférence du personnel académique autochtone (4 et 5 octobre, Regina, SK); les documents de la Conférence Harry-Crowe (7 et 8 février 2025, Calgary, AB); et un numéro consacré à la question de l'espace de travail alloué aux membres du personnel académique contractuel (PAC).

La vice-présidente encourage les membres à proposer des noms de pairs évaluateurs bénévoles potentiels.

## 09. Questions financières et administratives

### A. Rapport financier : exercice clos le 30 juin 2024

Y. Sangaré, trésorier, présente le rapport de fin d'exercice du 30 juin 2024.

Il est recommandé que l'ACPPU envisage de revoir ses politiques en matière d'aide financière pour les affaires juridiques, d'arbitrage et de griefs. Un sous-groupe – composé de Y. Sangaré, M. Shaw, M. Schroeder et T. Cantin – a été créé pour examiner cette question.

### B. Demandes d'aide financière

#### 1) Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles.

**SPRONK/PAPATHEODORAKOS : QUE** le Comité de direction approuve une contribution de 25 000 \$ à la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles en vue de soutenir ses travaux en cours.

**ADOPTÉE**

#### 2) Initiative antiraciste – Programme de la faculté d'éducation de la SFU visant à soutenir les universitaires canadiens d'origine chinoise

Le Comité de direction examine une demande de la part du Programme d'études sur le travail de la Simon Fraser University (SFU) et du Centre Morgan pour la recherche sur le travail (SFU) en vue de mener des recherches sur l'impact des exigences en matière de sécurité de la recherche sur les universitaires canadiens d'origine chinoise.

**SPRONK/WHITAKER : QUE** le Comité de direction approuve une contribution de 15 000 \$ au Programme d'études sur le travail de la Simon Fraser University (SFU) et au Centre Morgan pour la recherche sur le travail (SFU).

**ADOPTÉE**

- 3) Association nationale des enseignantes et enseignants diplômé(e)s (NAGRAT)

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part de l'Association nationale des enseignantes et enseignants diplômé(e)s (NAGRAT) en vue de soutenir son projet *Action pour le renforcement des capacités de leadership des femmes*.

**WHITAKER/DEKKER : QUE** le Comité de direction approuve une contribution de 25 000 \$ à l'Association nationale des enseignantes et enseignants diplômé(e)s (NAGRAT) en vue de soutenir son projet *Action pour le renforcement des capacités de leadership des femmes*.

**ADOPTÉE**

- 4) Section locale 3902 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP 3902)

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part de la section locale 3902 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP 3902) visant à ce que l'ACPPU contribue financièrement aux frais juridiques engagés relativement à l'injonction que l'Université a demandée contre un campement organisé dans le cadre du Cercle du peuple pour la Palestine à King's College Circle.

Le directeur général est chargé de faire un suivi auprès de la section locale 3902 du SCFP afin d'obtenir plus d'informations.

- 5) Coalition canadienne de la santé (CCS)

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part de la Coalition canadienne de la santé (CCS).

**SPRONK/NEWHOUSE : QUE** le Comité de direction approuve une contribution de 1 250 \$ à la Coalition canadienne de la santé en vue de soutenir ses travaux en cours.

**ADOPTÉE**

## 10. Revue des énoncés de principes

### A. Revue quinquennale

- 1) Liberté académique et attribution des notes aux étudiants

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur la liberté académique et l'attribution des notes aux étudiants dans le cadre de l'examen quinquennal des politiques de l'ACPPU et recommande que l'énoncé soit maintenu en l'état et refasse l'objet d'un examen dans cinq ans.

2) Externalisation

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur l'externalisation dans le cadre de l'examen quinquennal des politiques de l'ACPPU et recommande que l'énoncé soit maintenu en l'état et refasse l'objet d'un examen dans cinq ans.

3) Évaluation et reconnaissance des acquis (ERA)

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur l'évaluation et la reconnaissance des acquis (ERA) dans le cadre de l'examen quinquennal des politiques de l'ACPPU et recommande que l'énoncé soit maintenu en l'état et refasse l'objet d'un examen dans cinq ans.

4) Inconduite en recherche

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur l'inconduite en recherche dans le cadre de l'examen quinquennal des politiques de l'ACPPU.

**NOËL/NEWHOUSE : QUE** l'énoncé de principes sur l'inconduite en recherche soit approuvé avec les modifications et renvoyé au Conseil pour examen.

**ADOPTÉE**

5) Renouvellement du personnel académique

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes révisé sur le renouvellement du personnel académique dans le cadre de l'examen quinquennal des politiques de l'ACPPU.

**WHITAKER/NOËL : QUE** l'énoncé de principes révisé sur le renouvellement du personnel académique soit approuvé avec les modifications et renvoyé au Conseil pour examen.

**ADOPTÉE**

6) Permanence

Le Comité de direction approuve les modifications de forme apportées à l'énoncé de principes sur la permanence et refasse l'objet d'un examen dans cinq ans.

B. Énoncés de principes nouveaux et révisés

1) Enquêtes menées par l'employeur

Le Comité de direction examine le nouvel énoncé de principes sur les enquêtes menées par l'employeur.

**ARFKEN/WHITAKER : QUE** le nouvel énoncé de principes sur les enquêtes menées par l'employeur soit approuvé avec les modifications et transmis au Conseil pour examen.

**ADOPTÉE**

2) Déclarations faites par les départements et liberté académique

Le Comité de direction examine le nouvel énoncé de principes sur les déclarations faites par les départements et la liberté académique.

**ARFKEN/JEANRIE : QUE** le nouvel énoncé de principes sur les déclarations faites par les départements et la liberté académique soit approuvé avec les modifications et transmis au Conseil pour examen.

**ADOPTÉE**

3) Gouvernance collégiale et personnel académique contractuel

Le Comité de direction examine le nouvel énoncé de principes sur la gouvernance collégiale et le personnel académique contractuel.

**PAPATHEODORAKOS/WHITAKER : QUE** le nouvel énoncé de principes sur la gouvernance collégiale et le personnel académique contractuel soit renvoyé au Comité de la gouvernance pour examen.

**ADOPTÉE**

4) Utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et conditions de travail du personnel académique contractuel (PAC)

Le Comité de direction examine le nouvel énoncé de principes sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et les conditions de travail du personnel académique contractuel (PAC).

**PAPATHEODORAKOS/DEKKER : QUE** le nouvel énoncé de principes sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et les conditions de travail du personnel académique contractuel (PAC) soit renvoyé aux comités permanents de l'ACPPU pour examen.

**ADOPTÉE**

Il est recommandé que, dans l'intervalle, l'ACPPU prépare un avis de négociation sur l'IA.

5) Postes axés principalement sur l'enseignement

Le Comité de direction examine un document de discussion sur les postes axés principalement sur l'enseignement. M. Schroeder, représentant ordinaire (Général) consultera les membres du comité et établira des révisions.

## 11. Rapport des comités et des groupes de travail

### A. Comités permanents du Conseil

1) Liberté académique et permanence de l'emploi

M. Arfken, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte des travaux du comité.

a) Mandat du Prix Milner

Le Comité de direction passe en revue le mandat révisé du Prix Milner.

**ARFKEN/SPRONK : QUE** le mandat révisé du Prix Milner soit approuvé et renvoyé au Conseil pour examen.

**ADOPTÉE**

b) Conférence Harry-Crowe (Février 2025)

1. Examen du programme de la conférence

Le Comité de direction examine le projet de programme de la Conférence Harry-Crowe (Février 2025).

**NOËL/PAPATHEODORAKOS : QUE** le Comité de direction approuve le projet de programme de la Conférence Harry-Crowe (Février 2025).

**ADOPTÉE**

2. Examen du projet de budget

Le Comité de direction examine le projet de budget de la Conférence Harry-Crowe (Février 2025).

**ARFKEN/AUSTIN-SMITH : QUE** le Comité de direction approuve le projet de budget de la Conférence Harry-Crowe (Février 2025).

**ADOPTÉE**

2) Négociation collective et organisation

M. Shaw, président du Comité de la négociation collective et de l'organisation, signale que le comité a terminé la révision du manuel de grève de l'ACPPU et qu'il examine actuellement le manuel de négociation collective. Le comité travaille à l'élaboration d'un libellé de contrat concernant la liberté académique et l'intelligence artificielle.

Il indique que le comité a demandé que certaines ressources du site web soient disponibles sur le site web public. Le comité recommande également une collecte plus systématique de données auprès des associations lors des négociations.

Il fait remarquer que Statistique Canada recueille des données sur les types de nominations du personnel académique dans les établissements. L'enquête comprend une catégorie « autres » qui n'est pas bien définie. Le comité recommande de recueillir plus de détails sur cette catégorie.

3) Personnel académique contractuel

N. Papatheodorakos, président du Comité du personnel académique contractuel, rend compte des travaux du comité.

a) Mandat du comité

Le Comité de direction examine le mandat révisé du Comité du personnel académique contractuel.

**PAPATHEODORAKOS/JEANRIE : QUE** le mandat révisé du Comité du personnel académique contractuel soit approuvé et renvoyé au Conseil pour examen.

**ADOPTÉE**

4) Équité

F. Cyrius, coprésidente du Comité de l'équité, rend compte des travaux du comité.

**SPRONK/DEKKER : QUE** l'ACPPU adopte l'acronyme 2ELGBTQIA+ (les personnes aux deux esprits (et bispirituelles), lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queers, intersexuées, asexuelles et de diverses identités sexuelles et de genre).

**ADOPTÉE**

5) Bibliothécaires et archivistes

J. Dekker, présidente du Comité des bibliothécaires et des archivistes, rend compte des travaux du comité. Le comité organise une « tournée de consultation » visant à recueillir les points de vue des bibliothécaires et des archivistes. Il prévoit également d'organiser un webinaire sur un sujet d'intérêt en mai 2025. Le comité se réunira virtuellement en octobre pour reprendre la planification de la conférence des bibliothécaires et des archivistes d'octobre 2025.

B. Rapports des comités relevant du Comité de direction

1) Francophones

P. Noël, représentant ordinaire (Francophone), rend compte des travaux du comité. Il indique que le comité a exprimé le souhait d'organiser une réunion en personne.

**NOËL/JEANRIE : QUE** l'ACPPU affecte des ressources à l'élaboration d'une campagne avant la prochaine Conférence des francophones (2026) portant sur les inégalités pour le personnel académique francophone en contexte minoritaire, notamment dans le cadre de la révision de la *Loi sur la modernisation des langues officielles*.

2) Gouvernance

M. Schroeder, coprésident du Comité de la gouvernance, indique que le comité est en train de finaliser la nouvelle collection sur la gouvernance et compte lancer l'outil à l'automne.

C. Rapports des groupes de travail

1) Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse examine le programme de la Conférence du personnel académique autochtone prévue pour octobre 2024.

D. Groupes de travail ad hoc

1) Justice climatique

R. Whitaker et M. Schroeder font le point sur le groupe de travail ad hoc sur la justice climatique.

## 12. Affaires internationales

A. Internationale de l'Éducation

1) Rapport sur le Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE)

Le directeur général rend compte du Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE) qui s'est tenu du 29 juillet au 2 août 2024 à Buenos Aires, en Argentine. L'ACPPU, la Fédération américaine des enseignantes et enseignants (AFT) et l'University and College Union (UCU) au Royaume-Uni y ont présenté une résolution conjointe sur la liberté académique, qui a été adoptée à l'unanimité.

B. Rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation

Le directeur général souligne que le rapport sur la liberté académique du Rapporteur spécial des Nations Unies sur *le droit à l'éducation* a été publié le 26 juin.

C. Comité d'urgence des universités de Gaza

La vice-présidente rend compte des activités du Comité d'urgence des universités de Gaza formé par des universitaires et des membres du personnel désireux de reprendre l'enseignement et les études.

### 13. Réunions, assemblées et conférences

#### A. Participation à des réunions et assemblées

1) Coalition of Contingent Academic Labour (8, 9 et 10 août, Gatineau)

N. Papatheodorakos, président du Comité du personnel académique contractuel, informe qu'il n'a pas été en mesure d'assister à la conférence de la Coalition of Contingent Academic Labour (COCAL), qui s'est tenue du 8 au 10 août à Gatineau (Québec). Il note que Robert Soroka a assisté à la conférence et qu'elle s'est très bien déroulée.

2) Réunions des comités (23 et 24 août, Ottawa)

#### B. Réunions, assemblées et conférences prochaines

Le président rend compte des événements suivants :

1) Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones (3 octobre, Regina)

2) Conférence sur le personnel académique autochtone (4 et 5 octobre, Regina)

3) AGA de la Caisse de défense de l'ACPPU (19 octobre, Montréal)

4) Conférence régionale de l'Ouest (18, 19 et 20 octobre, Victoria)

5) Réunion du Comité de direction de l'ACPPU (26 et 27 novembre, Ottawa)

6) Assemblée du Conseil de l'ACPPU (29 et 30 novembre, Ottawa)

### 11. Organismes affiliés et associés

#### A. Fondation Harry-Crowe

Le président indique que les administratrices et administrateurs de la Fondation Harry-Crowe se sont réunis le 28 septembre pour discuter du regroupement des organismes de bienfaisance de l'ACCPU au sein de la nouvelle *Fondation de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université* (« la Fondation de l'ACPPU »).

#### B. Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU)

R. Whitaker, présidente du Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU), rend compte des activités du SNACPPU. Le Congrès du travail du Canada (CTC) tiendra la prochaine assemblée du Conseil canadien la semaine prochaine.

C. Caisse défense de l'ACPPU

M. Shaw, président de la Caisse de défense de l'ACPPU, annonce que l'assemblée générale annuelle de la Caisse de défense de l'ACPPU, se tiendra le 19 octobre à Montréal. Il souligne le soutien à la grève en cours de l'Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD).

D. Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid

La présidente de la Fiducie indique que les administratrices et administrateurs de la Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid se sont réunis le 28 septembre pour discuter du regroupement des organismes de bienfaisance de l'ACCPU au sein de la nouvelle *Fondation de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université* (« la Fondation de l'ACPPU »).

Elle indique en outre que les administratrices et administrateurs de la Fiducie se sont réunis en juillet pour examiner les candidatures reçues pour la bourse de 2024-2025. La lauréate de la bourse de cette année est Lou Raisonnier, doctorante à l'Université d'Ottawa.

E. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Le président indique que les administratrices et administrateurs de la Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés se sont réunis le 28 septembre pour discuter du regroupement des organismes de bienfaisance de l'ACCPU au sein de la nouvelle *Fondation de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université* (« la Fondation de l'ACPPU »).

F. Fondation de l'ACPPU

Le président indique que les administratrices et administrateurs de la Fondation de l'ACPPU se sont réunis le 28 septembre pour discuter du regroupement des organismes de bienfaisance de l'ACCPU au sein de la nouvelle *Fondation de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université* (« la Fondation de l'ACPPU »).

## 12. Coalitions et partenariats

### A. Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

J. De Jaegher rend compte de la publication produite par la Coalition sur son 20<sup>e</sup> anniversaire, de ses travaux en cours sur l'affaire Hasan Diab, ainsi que de son suivi des politiques et de son influence sur la loi relative aux préjudices en ligne.

### B. Consortium canadien pour la recherche

J. De Jaegher rend compte des travaux prébudgétaires menés avec le Consortium canadien pour la recherche (CCR).

### C. Réseau pour l'éducation publique

J. De Jaegher indique que le Réseau d'éducation publique (REP), qui représente les syndicats et fédérations nationaux d'enseignantes et d'enseignants (de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année et de l'enseignement postsecondaire) au Canada, se réunira en personne à Montréal à la fin de novembre.

## 13. Éléments d'information

A. *New Policies Suppress Pro-Palestinian Speech*, Radhika Sainath, Inside Higher Ed, 16 septembre 2024.

## 14. Questions diverses

Il n'y a pas d'autres questions à l'étude.

## 15. Questions relatives aux effectifs

### A. Rapport du comité du personnel

B. Austin-Smith, présidente du comité du personnel, fait rapport sur la réunion du comité du personnel qui s'est tenue le 27 septembre.

### B. Affaires concernant la direction (**huis clos**)

**WHITAKER/SCHROEDER : QUE** la séance se déroule à huis clos.

**ADOPTÉE**

**SANGARÉ/PAPATHEODORAKOS : QUE** la séance reprenne son cours normal.

**ADOPTÉE**

## 19. Levée de séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17 h 20.

---

## Décisions prises par le Comité de direction entre les réunions

-----  
*Par vote électronique effectué le 1<sup>er</sup> octobre 2024, la motion suivante a été approuvée par le Comité de direction :*

### **APPEL D'ACTION URGENTE DE L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION : Solidarité avec les enseignantes et enseignants et les étudiantes et étudiants en Palestine**

**WHITAKER/AUSTIN-SMITH : QUE** l'ACPPU fasse un don de 25 000 \$ à l'appel d'action urgente de l'Internationale de l'Éducation pour aider les enseignantes et enseignants et les étudiantes et étudiants en Palestine.

**ADOPTÉE**

-----  
*Par vote électronique effectué les 21 et 22 octobre 2024, la motion suivante a été approuvée par le Comité de direction :*

### **APPEL D'ACTION URGENTE DE L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION : Soutien financier pour aider les syndicalistes, les enseignantes et enseignants et les étudiantes et étudiants au Liban**

**WHITAKER/AUSTIN-SMITH : QUE** l'ACPPU fasse un don de 10 000 \$ à l'Appel humanitaire de l'Internationale de l'Éducation pour aider les syndicalistes, les enseignantes et enseignants et les étudiantes et étudiants au Liban.

**ADOPTÉE**